

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les petites phrases de la semaine

• **Alain-Claude Bilie-By-Nze, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères :**

"Le gouvernement de la République, saisi par des États étrangers et des partenaires, a autorisé, à titre exceptionnel, l'opération de certains vols en vue de procéder au rapatriement dans leurs pays des résidents qui le désirent. Ces vols exceptionnels ne se feront qu'à la demande des États en respect des conventions internationales sur le rapatriement".

• **Sylvain Mayabi Binet, SG de l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP) :**

"Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Et le moindre, c'est celui de continuer à travailler, malgré le coronavirus car, choisir d'arrêter les activités productives, c'est opter pour le chaos social".

• **Halidou Yerima Boubakari, SG de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) :**

"Cette pandémie impactera la croissance économique, les politiques budgétaires des États, en raison des fluctuations de prix du baril de pétrole, ainsi que la rentabilité du système bancaire de la région".

• **Loukoumanou Waidi, président de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Gabon (APEC) :**

"Les banques regardent également la situation des entreprises qui sont touchées, en voyant tous les mécanismes d'allègement ou de report de dette si c'est possible".

• **Guy-Patrick Obiang, porte-parole du Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus (COPI) :**

"Nous avons en face de nous un ennemi invisible et qui touche déjà nos familles. Ce qui doit pousser à modifier nos habitudes et à être plus vigilants".

• **Akinwuni Adesina, président de la BAD :**

"Il s'agit d'une période critique pour l'Afrique, à un moment où elle doit relever les défis induits par le Covid-19. La Banque africaine de développement (BAD) prend actuellement des mesures audacieuses pour soutenir les pays africains".

Rassemblées par Y.F.I

# Covid-19 : le gouvernement sous pression

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

DEPUIS vendredi dernier, les yeux des Gabonais sont rivés sur le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, et ses collaborateurs. Normal, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a annoncé une batterie de mesures visant d'une part à faciliter la période de confinement, pour l'heure encore partiel mais qui risque de devenir total, et d'autre part tenter de compenser les pertes économiques engendrées par cet ennemi invisible dénommé coronavirus.

"(...) J'ai instruit le Premier ministre, chef du gouvernement, de rendre publiques toutes les mesures que j'ai arrêtées dans les meilleurs délais. Celles-ci, que j'estime être salutaires pour vous, auront un impact significatif sur votre quotidien. Elles nous permettront de satisfaire vos besoins prioritaires : la santé, l'emploi, l'eau, l'électricité, le logement, les trans-

ports", a clairement déclaré le premier magistrat gabonais. Une tâche, mieux, une mission loin d'être une sinécure pour le gouvernement. Partout, les Gabonais attendent impatiemment l'application des dites mesures. D'autant que la pandémie a créé au fil du temps, comme il fallait s'y

Partout, les Gabonais attendent impatiemment l'application des dites mesures. D'autant que la pandémie a créé au fil du temps, comme il fallait s'y attendre, une peur-psychose dans la population.

Ainsi de nombreux foyers continuent de se préparer à un inévitable confinement total. Une manière de prendre ses dispositions après le dernier discours à la Nation du président de la République. "Mes chers compatriotes, par mesure de précaution, j'ai



Photo: DR/L'Union

**Les populations attendent avec beaucoup d'impatience l'application des mesures annoncées par le président de la République.**

instruit le Premier ministre, chef du gouvernement, de prendre toutes les mesures pour un confinement du grand Libreville dans les prochains jours, afin de freiner la propagation du Covid-19 sur le territoire national", a averti le numéro un gabonais. Une patate chaude refilée au gouvernement. Lequel gou-

vernement a obligation de résultats au nom de la sacralité de la parole présidentielle. Il lui reste désormais à mettre en musique, et ce, immédiatement, les décisions du chef de l'Etat. Surtout que le sommet de l'Exécutif ainsi que les populations n'accorderont aucune excuse à Julien Nkoghe Bekale et son équipe.

## La Semaine

### Des malentendus à dissiper en urgence

AUX oubliettes depuis des mois, le scandale du kévazingo a refait surface vendredi dernier. Lors de la conférence de presse animée par Pierre-Claver Maganga Moussavou. A part cela, presque toute l'actualité de la semaine écoulée a tourné, une fois de plus, autour de la lutte contre le coronavirus au Gabon. Par rapport à ce combat, on soulignera que la mobilisation des autorités est passée à une autre vitesse. Sur ce plan on notera, outre les consultations par le Premier ministre de plusieurs personnalités dont les présidents des institutions parlementaires (Sénat et Assemblée nationale), l'adresse du chef de l'Etat à la Nation. Ali Bongo Ondimba s'est en effet adressé aux Gabonais, vendredi. La troisième sortie du genre. Qui a porté sur le combat que mène le Gabon contre cet ennemi invisible mais redoutable qu'est le coronavirus. La pandémie a déjà touché

notre pays avec 21 cas dont une guérison et un décès. Le numéro un gabonais savait qu'il était très attendu par les populations dont les inquiétudes devenaient de plus en plus manifestes.

Dans l'ensemble, le président de la République a annoncé des mesures supplémentaires. Aussi bien sur le plan sanitaire que social et économique. Et comme d'habitude, le gouvernement est attendu sur la mise en œuvre d'urgence de ces mesures. Leur mise en musique a d'ailleurs suscité moult réactions et autres commentaires.

Au niveau sanitaire, d'aucuns estiment que le chef de l'Etat devait aller plus loin en s'intéressant au renforcement des capacités logistiques dans les structures d'accueil des malades. Par rapport à cela, le fait pour Ali Bongo Ondimba de réitérer l'engagement de l'Etat dans ce combat prouve que d'autre

mesures pourraient intervenir, en fonction de l'évolution de la situation. "L'Etat fait et fera tout pour vous protéger", a-t-il dit. Ce qui est plutôt rassurant.

Toutefois, s'agissant des mesures relatives au social, certaines suscitent des réactions teintées de malentendus. Notamment en ce qui concerne la dispense du paiement du loyer et des charges de la SEEG. De même, d'aucuns se demandent sur quelle base se fera le recensement des Gabonais économiquement faibles. Tout comme la liste "des petits propriétaires" censés bénéficier du fonds d'aide de 2,5 milliards, etc.

Sur tous ces points, et bien d'autres, il est plus qu'urgent pour le gouvernement de mieux éclairer les Gabonais et d'apporter au plus tôt des précisions. Vaste programme.

ONDOUBA'NTSIBAH